

L'indice de démocratie de l'Economist Intelligence Unit n'est-il guère plus qu'un indicateur de plaisanterie ?

par Nicolás Palomo Hernández, The Loop
5 janvier 2023

’, ’

Le public et les médias utilisent de plus en plus les indicateurs de performance démocratique globale (IPG). Mais dans quelle mesure ces indicateurs permettent-ils de mesurer la santé démocratique ? **Nicolás Palomo Hernández** prend l'exemple de l'indice de démocratie de l'Economist Intelligence Unit. Il affirme que cet indice présente des biais méthodologiques et idéologiques, mais qu'il a néanmoins un impact significatif.

Une mesure biaisée de la démocratie ?



Adam Przeworski
@AdamPrzeworski



This must be a joke.

[Traducir Tweet](#)

Informal Economy @EconomyInformal · 26 oct. 2022

Democracy Index 2021

Top 10 Countries

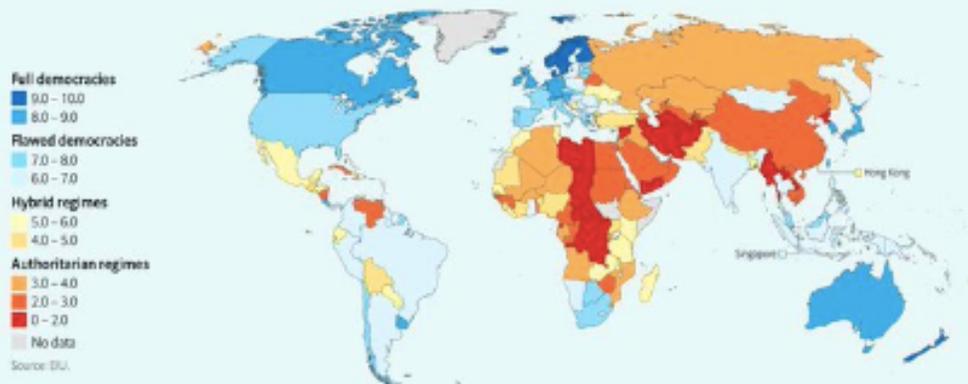
- Norway 🇳🇴 🥇
- New Zealand 🇳🇿 🥈
- Finland 🇫🇮 🥉
- Sweden 🇸🇪
- Iceland 🇮🇸
- Denmark 🇩🇰
- Ireland 🇮🇪
- Taiwan 🇹🇼
- Australia 🇦🇺
- Switzerland 🇨🇭

@TheEconomist

[Mostrar este hilo](#)

Democracy Index 2021

Less than half of the world lives in a democracy



10:57 a. m. · 27 oct. 2022

Ce doit être une blague", a réagi le célèbre politologue Adam Przeworski. [C'est ainsi que le célèbre politologue Adam Przeworski a réagi](#) aux résultats de l'[indice de démocratie 2021 de l'Economist Intelligence Unit](#).

Mais pourquoi ?

La littérature sur les indicateurs de performance globale (IPG) montre comment l'indice de démocratie promeut une compréhension graduelle, partiellement substantielle et intrinsèquement libérale de la démocratie. Il exerce un pouvoir de définition de l'ordre du jour par le biais de demandes socialement motivées.

Kevin E. Davis, Benedict Kingsbury et Sally Engle Merry [définissent les IPS](#) comme suit

une collection nommée de données classées qui prétendent représenter les performances passées ou prévues de différentes unités, générée par un processus qui simplifie les données brutes relatives à un phénomène social complexe.

Davis, Kingsbury et Merry, Global Governance by Indicators, OUP, 2012

[Comme le dit David Nelken](#), dans leur volonté de simplifier, de quantifier et de standardiser les phénomènes sociaux, les IPG se présentent comme crédibles, légitimes, objectifs et neutres. C'est pourquoi, dans un souci de rigueur scientifique, l'indice de démocratie consacre plusieurs pages de son rapport annuel à l'élaboration de la méthodologie utilisée pour le construire. L'indice évalue soixante indicateurs répartis en cinq catégories :

- processus électoral et pluralisme
- fonctionnement du gouvernement
- la participation politique
- culture politique
- les libertés civiles.

Certains indicateurs sont évalués de manière dichotomique : 0 ou 1 ; d'autres selon un système de notation en trois points : 0, 0,5 ou 1. En se basant sur la somme des indicateurs respectifs, l'indice construit une échelle de 0 à 10 pour chaque catégorie. L'indice final est simplement la note moyenne des cinq catégories. Enfin, l'indice regroupe les États en quatre types de régimes différents en fonction de leur score final. Il les classe ensuite par ordre décroissant en fonction de leur qualité démocratique : démocratie complète, démocratie imparfaite, régime hybride et régime autoritaire.

Cependant, il n'y a qu'une seule référence au processus d'évaluation de ces indicateurs : "en plus des évaluations d'experts, nous utilisons, le cas échéant, des sondages d'opinion". Cela soulève la question suivante : combien d'experts ces enquêtes consultent-elles ? Quels sont leurs antécédents et comment leurs perceptions politiques influencent-elles l'évaluation de la démocratie ? C'est la [principale objection de Peter Tasker](#). Il critique l'utilisation d'"experts anonymes" et qualifie la méthodologie de l'indice de "défectueuse".

Les indicateurs de performance globaux démocratiques sont des "créatures politiques".

[Nelken](#) et [Merry](#) affirment que les IPS sont des "créatures politiques". Ils encouragent la dépolitisation des phénomènes qu'ils cherchent à mesurer, en remplaçant les jugements de valeur par une quantification poussée. À cet égard, [Debbie Collier et Paul Benjamin](#), [Alexander Cooley](#) et [Gaby Umbach](#) théorisent le fait que les IPS promeuvent un programme néolibéral ou des demandes visant à accroître la rationalité et la responsabilité dans le secteur public en promouvant de nouvelles techniques de gestion publique. Dans le cas de l'indice de démocratie, cette thèse n'est pas difficile à croire. L'origine et la position éditoriale de *The Economist* sont ouvertement libérales et, plus précisément, défendent le libre-échange.

Selon [Debora Malito et al](#), "l'enracinement des relations de pouvoir" dans la construction des IPG ressort clairement de la sélection biaisée de leurs indicateurs. Dans le cas de l'indice de démocratie, par exemple, aucun indicateur ne concerne la protection sociale et le bien-être social ou l'égalité économique basée sur les résultats.

L'indice de démocratie ne contient aucun indicateur concernant la protection sociale et le bien-être social ou l'égalité économique fondée sur les résultats.

Le rapport annuel reconnaît que l'indice "n'inclut pas d'autres aspects qui, selon certains auteurs, sont également des composantes cruciales de la démocratie, tels que les niveaux de bien-être économique et social". Cependant, il prend en compte des indicateurs typiques d'une vision largement libérale de la démocratie. Il s'agit notamment de la "perception de la démocratie et du système économique ; proportion de la population qui pense que la démocratie est bénéfique pour les performances économiques" ou de la "mesure dans laquelle les droits de propriété privée sont protégés et où les entreprises privées sont à l'abri de toute influence gouvernementale induite".

En outre, dans son rapport annuel, l'indice de démocratie souligne le débat en cours concernant [l'absence de consensus académique sur la manière de mesurer la démocratie](#). Le rapport reconnaît également que sa méthodologie conduit à une compréhension particulière de la démocratie. En conséquence, l'indice promeut une méthodologie plutôt graduelle (non-dichotomique) et partiellement substantielle.

Indice de démocratie : influencer les perceptions de la démocratie

[Judith G. Kelley et Beth A. Simmons](#) affirment que les IPS façonnent la gouvernance mondiale sans qu'il soit nécessaire d'adopter des directives ou une législation spécifiques. Les IPS peuvent promouvoir le respect volontaire de certaines exigences avec un minimum d'application externe. De même, [Cooley](#) affirme que les IPS exercent une pression normative sur les États en promouvant des résultats spécifiques. Deux perspectives peuvent expliquer la réaction des États aux IPS :

- rationaliste - crainte des coûts matériels éventuels
- motivé par la société - peur de la pression sociale exercée par des positions hiérarchiques ou d'un changement de statut.

Les chercheurs en sciences politiques n'utilisent pas souvent l'indice de démocratie. Cependant, il figure en bonne place dans les médias et est largement consulté par le grand public. Il façonne la gouvernance mondiale en exerçant une pression sur les États par le biais d'exigences sociales. Il conditionne donc la réputation des États dans les médias et les sphères sociales.

Bien qu'il soit peu utilisé par les politologues, l'indice de démocratie façonne la gouvernance mondiale en exerçant une pression sur les États par le biais d'une demande sociale.

[Selon M. Nelken](#), les organisations utilisent les IPS pour améliorer leur image en les diffusant dans les médias. L'indice de démocratie, par exemple, est élaboré par une société de médias privée dont le principal produit est le magazine *The Economist*. Cela suggère que la diffusion et la définition de l'agenda - plutôt que le déclenchement d'une réponse directe de l'État - constituent son principal objectif. En effet, [Cooley souligne l'importance des IPS](#) en tant qu'outils puissants de définition de l'ordre du jour à l'échelle mondiale et transnationale.

Le principal résultat de l'indice de démocratie est la création d'une structure de classement entre les États sur la base de leur qualité démocratique. [Selon Kelley et Simmons](#), ces classements déclenchent des mécanismes de concurrence entre les États et activent des pressions institutionnelles et sociales transnationales. De même, [Cooley affirme](#) que les IPS remodelent les relations politiques au niveau national et transnational.

Dans le cas de l'indice de démocratie, les médias nationaux et internationaux couvrent les changements majeurs de type de régime. Cela permet d'établir l'ordre du jour et de façonner le débat politique national. Ainsi, malgré sa méthodologie imparfaite et son parti pris idéologique, l'indice de démocratie peut effectivement influencer la perception de la démocratie dans le monde.

Cet article présente les opinions de l'auteur (ou des auteurs) et pas nécessairement celles du CECRP ou des rédacteurs de *The Loop*.

La boucle

Une analyse de pointe qui met en valeur le travail de la discipline des sciences politiques dans ce qu'elle a de meilleur.

[En savoir plus](#)

LE CONSORTIUM EUROPÉEN POUR LA RECHERCHE POLITIQUE

Faire progresser la science politique

[Rejoindre notre communauté](#)

2023 Consortium européen pour la recherche politique. L'ECPR est une organisation caritative incorporée (CIO) numéro 1167403 ECPR, Harbour House, 6-8 Hythe Quay, Colchester, CO2 8JF, Royaume-Uni.

Nous utilisons des cookies pour nous assurer que vous bénéficiez de la meilleure expérience possible sur notre site web. Si vous continuez à utiliser ce site, nous supposons que vous en êtes satisfait.